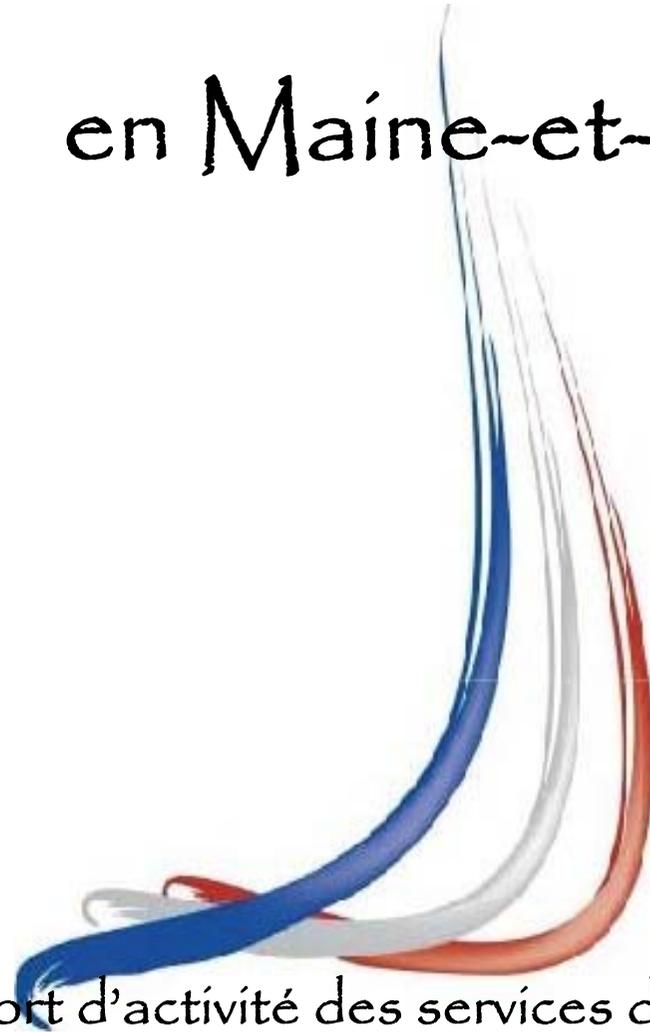


2010...

en Maine-et-Loire



- Rapport d'activité des services de l'État -



PRÉFET  
DE  
MAINE-ET-LOIRE

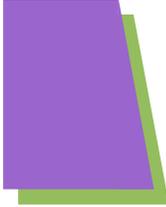


# Sommaire



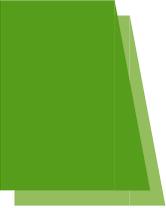
## L'ÉTAT RÉACTIF

- *Les indicateurs de la reprise économique*
- *Des outils pour lutter contre le chômage*
- *Des mesures de soutien à l'économie agricole*



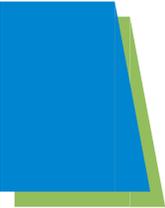
## L'ÉTAT SOLIDAIRE

- *Des actions en faveur des personnes défavorisées*
- *Une prise en compte des publics marginalisés*
- *Le soutien au logement, facteur de cohésion sociale*



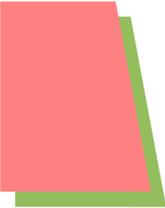
## L'ÉTAT DURABLE

- *Le développement durable en agriculture*
- *La préservation du patrimoine*



## L'ÉTAT PROTECTEUR

- *La sécurité publique et routière*
- *La prévention des risques naturels et technologiques*



## L'ÉTAT SE MODERNISE

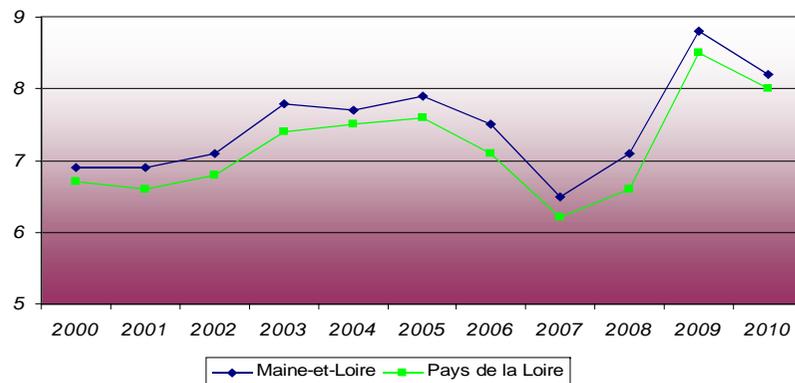
- *La réorganisation de l'administration territoriale de l'État*
- *L'amélioration du service rendu à l'utilisateur*

# L'ÉTAT RÉACTIF

## Les indicateurs de la reprise économique

### La dégradation de la situation de l'emploi est enrayée

Après la forte progression du taux de chômage liée à la crise, passant de 7,1% fin 2008 à 8,7% fin 2009, cette dégradation a été enrayée en 2010 avec un nombre de demandeurs d'emploi en diminution de 0,7% en fin d'année. Le taux de chômage était de 8,2%.

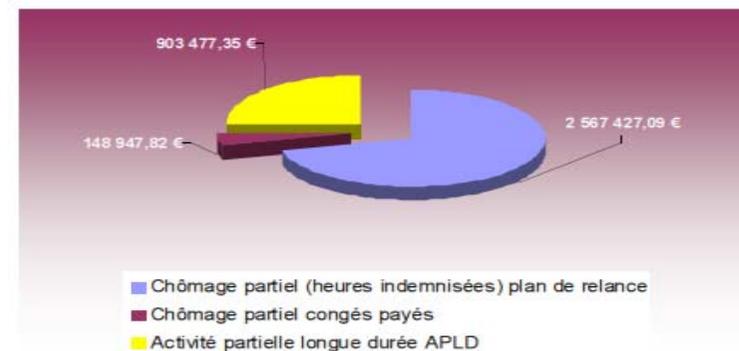


Les jeunes de moins de 25 ans dont le taux de chômage a baissé de 8,5% en 2010 ont profité de la reprise économique. En revanche, le taux de chômage des personnes de 50 ans et plus reste à un niveau élevé.

### Le nombre d'heures indemnisables au titre du chômage partiel est en baisse

Passant de 801 638 en 2009 à 715 161 en 2010, le nombre des heures indemnisables au titre du chômage partiel a diminué de 12,9%.

Mesure principale d'accompagnement des entreprises par l'État, l'objectif de cet outil est d'atténuer les répercussions des baisses temporaires de l'activité des entreprises et ainsi de prévenir les licenciements économiques



**-31,7%**

le nombre des licenciements économiques est en baisse notable passant de 2823 en 2009 à 1929 en 2010

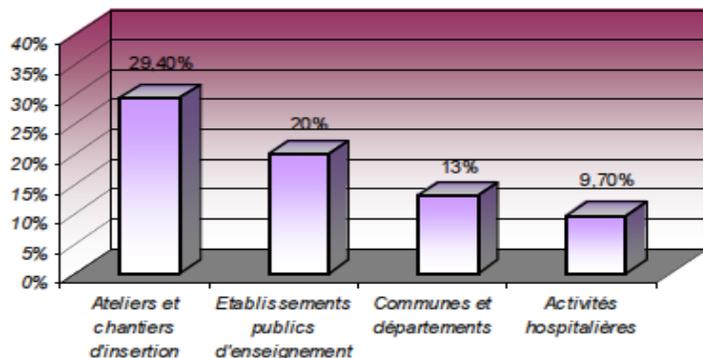
# L'ÉTAT RÉACTIF

## Des outils pour lutter contre le chômage

*5071 contrats aidés prescrits en 2010 dans les secteurs marchand et non marchand pour permettre l'accès à l'emploi des personnes fragilisées par la crise économique.*

### LES CONTRATS AIDES POUR LES JEUNES

A noter que parmi les 3716 contrats aidés conclus dans le secteur non marchand, **390** contrats d'accompagnement dans l'emploi passerelle ont été signés au bénéfice de jeunes de 16 à 25 ans quel que soit leur niveau de diplôme, leur permettant d'acquérir une première expérience professionnelle en priorité dans une collectivité territoriale ou une association.



(Répartition des contrats aidés dans le secteur non marchand).

### L'aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE)

Cette aide a pour objet de prendre en charge tout ou partie des dépenses supportées par les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA socle) lorsqu'ils débutent ou reprennent une activité professionnelle : **206. 135 €** ont été versés à ce titre en 2010.



### 71 conventions APLD

*(Activité partielle de longue durée) étaient conclues en 2010 : 43 renouvellements et 28 nouvelles conventions permettant à 2630 salariés d'être couverts par un engagement de maintien dans l'emploi.*

# L'ÉTAT RÉACTIF

## Des mesures de soutien à l'économie agricole

*La poursuite en 2010 du soutien aux différentes filières agricoles.*

### Le plan de soutien exceptionnel à l'agriculture

Il s'est déployé sur 2009-2010 en plusieurs volets :

- prêts de trésorerie à taux réduit (1 208 exploitations bénéficiaires) ;
- prise en charge d'intérêts bancaires 2010 (3 773 484 € pour 1 248 bénéficiaires) ;
- prise en charge de cotisations sociales patronales (640 bénéficiaires pour 2 990 000 €) ;
- dispositif d'accompagnement spécifique, le DACS Agri a permis la prise en charge d'intérêts bancaires et de cotisations sociales personnelles ainsi que le versement d'aides à la restructuration : (720 exploitations concernées pour 3 000 000 €).



Visite de la ferme de Grigné à Grez-Neuville par M. Samuel, préfet de Maine-et-Loire, et Mme Lambert, présidente de la FDSEA,

## La revitalisation du bassin d'emploi de Saumur

En 2010 et suite à l'annonce de plans de licenciements sur Chacé, Beaufort-en-Vallée et Saumur-Bagneux, représentant la suppression de 278 emplois, l'État a assujéti à l'obligation de revitalisation économique le groupe FRANCE CHAMPIGNON.

Une première convention de revitalisation pour Chacé a été conclue le 2 août 2010 et 260 692 € mis à disposition du dispositif ALIZE (Actions Locales interentreprises en Zones d'Emploi), permettant, dans une première phase, de soutenir 11 projets de développement d'entreprises, représentant la création de 57 emplois pour un montant total d'aides de 83 500 €.

# 134 000 000 €

*total des aides versées aux exploitants en 2010 au titre du 1er pilier de la PAC*

### L'aide alimentaire

Compte tenu de l'augmentation de la précarité dans le département et du nombre important de demandeurs d'asile, une charte visant à mieux définir les modalités et les conditions d'accès à l'aide alimentaire et à la restauration sociale a été signée en septembre 2010.

### L'accès au logement

Afin d'établir une planification territoriale de l'offre de logement pour en favoriser l'accès, **le plan départemental d'hébergement et d'insertion (PDHI)** a été arrêté en mai 2010 et délocalisé à l'échelle des 4 arrondissements.



*Fin 2010, un préfigurateur a été désigné pour mettre en place le service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO), véritable service public de l'hébergement et de l'accès au logement.*



Signature par M. le Préfet SAMUEL de la charte pour l'accès à l'aide alimentaire et à la restauration sociale.

### *La prévention des expulsions locatives*

*L'année 2010 a été marquée par la création de la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) mise en place le 25 novembre. Elle est délocalisée à l'échelle des 4 arrondissements.*

### La protection juridique des majeurs

Conformément à la loi du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs (entrée en vigueur le 1er janvier 2009) le *schéma régional des mandataires judiciaires* à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales -arrêté pour 5 ans- a été signé par le préfet de région en juin 2010.

*4800 mesures de protection sont gérées en Maine-et-Loire par 3 institutions tutélaires, 17 préposés d'établissements et mandataires judiciaires privés*



### L'accueil des gens du voyage

Courant 2010, l'État et le conseil général ont proposé les grandes orientations du *nouveau schéma départemental d'accueil des gens du voyage* validées par la commission consultative le 17 décembre 2010.

Un atlas des aires d'accueil et de petits passages a également été constitué et mis en ligne sur internet.

#### *Parmi les grandes orientations du schéma d'accueil :*

- *faciliter l'accueil des voyageurs et leur circulation,*
- *améliorer la gestion et le fonctionnement des aires d'accueil,*
- *affirmer l'accompagnement social des gens du voyage,*
- *encourager l'accès à la citoyenneté, aux droits et aux services.*



### Le développement de l'offre de logements sociaux

**2060 logements sociaux** ont été réalisés en 2010 par Angers Loire Métropole et le Conseil général, dans le cadre de leur délégation de compétence, grâce aux prêts de l'Etat (PLAI : prêt locatif aidé d'intégration et PLUS : prêt locatif à usage social).

Depuis le démarrage des opérations de rénovation urbaine en 2004 :

\* **1641 logements sociaux neufs** ont été financés et **8726 logements réhabilités** ;

\* la contribution de l'Agence Nationale de Rénovation urbaine ( ANRU) s'est élevée au total à plus de :

**170 000 000 €**

**5 179 974 €** total des aides attribuées en 2010 par l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) pour la réhabilitation du logement privé en Maine-et-Loire. Cette contribution de l'Etat aux propriétaires occupants ou bailleurs a permis de subventionner **1031 logements**. Elle a permis la remise sur le marché de 92 logements très dégradés et la production d'une offre locative nouvelle de 245 logements à loyer maîtrisé. La lutte contre la précarité énergétique était un objectif prioritaire.



### La lutte contre l'habitat indigne

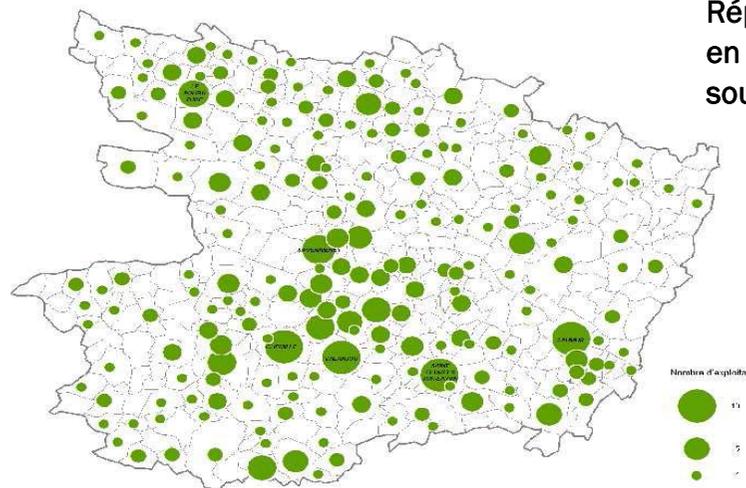
Elle s'est traduite, au travers de la cellule habitat indigne et de la maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale (MOUS) mise en place en 2009 par le financement de **30 logements** en 2010 dans le cadre des sorties d'insalubrité.

### La préservation du foncier agricole

Prévue par la loi du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, la *commission départementale de consommation de l'espace agricole (CDCEA)* mise en place en mai 2011 en Maine-et-Loire, est un des outils de la stratégie de lutte contre l'artificialisation des terres agricoles. Elle émet notamment un avis sur certaines procédures d'urbanisme telles l'élaboration ou la révision des SCOT et PLU.



Pose de panneaux photovoltaïques



Répartition des 402 exploitations en agriculture biologique (2009)  
source Agence Bio

Le Maine-et-Loire compte en 2010 *plus de 400 exploitations en agriculture biologique* représentant 4,5% des exploitations et 3,3% de la surface agricole utile. 3200 ha supplémentaires ont été convertis en 2010 et les aides de l'Etat se sont élevées à

**624 114 €**

Le plan de performance énergétique vise au co-financement par l'Etat et l'Europe de diagnostics énergétiques et d'investissements permettant des économies d'énergie ou encore de recourir aux énergies renouvelables. En 2010, une enveloppe de

**732 112 €**

a financé 86 dossiers.

Le plan de modernisation des bâtiments d'élevage apporte des soutiens à l'introduction d'innovations technologiques, de pratiques d'élevage plus respectueuses de l'environnement ou du bien-être des animaux. En 2010, une enveloppe de

**780 606 €**

a financé 67 dossiers.

Le Plan Végétal pour l'Environnement apporte des aides aux investissements agricoles avec pour objectifs prioritaires la réduction de l'impact des produits phytosanitaires et la réduction de la facture énergétique. En 2010, 76 dossiers retenus pour une aide de l'Etat de

**493 306 €**



Abbaye de Fontevraud

7 872 860 €

*Versés par l'Etat en 2010 pour financer les travaux de restauration des monuments historiques dont 3,1 M€ pour la restauration, après incendie, du Logis Royal au château d'Angers*

### Val de Loire Patrimoine mondial de l'UNESCO

Au classement des sites de la Corniche angevine, de la Roche de Mûrs et du Thoureil-St-Maur, s'est ajouté celui de la Confluence Maine-et-Loire et des coteaux angevins par décret du 3 février 2010.

En outre, le projet de plan de gestion du Val de Loire Patrimoine mondial de l'UNESCO, a fait l'objet d'une présentation aux élus et associations du Maine-et-Loire en juin 2010. Son approbation par les collectivités locales est prévue courant 2011.

### Les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP)

La loi du 12 juillet 2010 dite Grenelle II a prévu l'annulation de l'ensemble des ZPPAUP et leur remplacement d'ici à 2015 par des AVAP intégrant la composante environnementale imposée par la loi. En Maine-et-Loire, 18 ZPPAUP sont concernées.

*Les études en cours à Fontevraud, Baugé, Aubigné-sur-Layon, Thorigné-d'Anjou, Montreuil-Bellay et Gennes aboutiront à la création des premières AVAP.*



Découverte du temple de Mithra

### Le résultat des recherches en archéologie préventive

En 2010, la découverte la plus spectaculaire a été celle du temple dédié à Mithra sur le site de la clinique St-Louis à Angers où un quartier antique a été exploré sur environ 4000 m<sup>2</sup>.

### La baisse de la délinquance générale se poursuit

La délinquance générale est en baisse constante depuis 2002. En 2010 elle a encore diminué de **3,6 %**, ce qui représente 985 faits de moins qu'en 2009.

**117 000**

*infractions enregistrées en 2010 par les 25 radars fixes et 4 radars feux rouges installés dans le département. Ils ont permis l'exercice d'un contrôle préventif efficace sur les routes du Maine-et-Loire.*



Opération contrôle routier avec jumelles en présence du directeur de cabinet du préfet de Maine-et-Loire.

### Des chiffres en amélioration pour la sécurité routière

Si en 2009 le nombre des morts sur nos routes avait augmenté par rapport à 2008, il a connu une légère baisse en 2010, passant de 55 à 52 (- 5,5 %). A noter que cette amélioration a surtout concerné les motocyclistes et les jeunes de 18 à 24 ans.



Sensibilisation des jeunes à la conduite des deux-roues



**SÉCURITÉ ROUTIÈRE  
TOUS RESPONSABLES**

**33 000** personnes ont été sensibilisées à la sécurité routière en 2010 dans le département et des actions de prévention ont été menées en direction des publics les plus exposés : notamment les jeunes et les personnes circulant en deux roues motorisés.

### Des mesures pour réduire la vulnérabilité aux inondations

**11** plans de prévention des risques inondation (PPRI) couvrent désormais les principaux cours d'eau du Maine-et-Loire. En application de l'article L562-1 du code de l'environnement, les derniers PPRI approuvés rendent obligatoires des mesures de réduction de la vulnérabilité aux inondations tant pour les constructions existantes que pour les constructions neuves.

*82 communes du Maine-et-loire sont concernées par les mesures de réduction de la vulnérabilité des constructions aux inondations. Les études et travaux concernés peuvent bénéficier de subventions au titre du fonds Barnier.*



Crue de la Maine en 1995 – Place Molière à Angers

### Le développement de l'information préventive sur les risques

**192** communes au total avaient fait l'objet, fin 2010, d'un «Porter à connaissance risques». Ces documents synthétisent l'état des risques et donnent aux maires tous les éléments nécessaires à l'établissement de leur document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM).



Etablissement SEVESO Zach System à Avrillé

### Des plans de prévention pour les risques technologiques

En 2010, une procédure était en cours pour les 4 sites SEVESO du département dont 3 PPRT prescrits (Nitro-Bickford à St-Crespin-sur-Moine, Phyteurop à Montreuil-Bellay et CCMP à Bouchemaine) et un en cours de prescription (Zach System à Avrillé).

# L'ÉTAT SE MODERNISE

## La réorganisation de l'administration territoriale de l'État

La nouvelle organisation territoriale de l'État a été pleinement mise en œuvre en Maine-et-Loire à compter du 1er janvier 2010.

Passant de **12 à 6** directions, les services départementaux de l'État ont été regroupés et recentrés sur leur cœur de métier ; ils s'articulent avec les unités territoriales des directions régionales :

\* Les services existants :

Police et Gendarmerie, Inspection académique.

\* Les directions départementales interministérielles

- La DDT (fusion DDE, DDAF et intégration de missions préfecture),
- la DDCS (fusion DDASS, DDJS et intégration du service politique de la ville de la préfecture),
- la DDPP (fusion DDSV et DDCCRF).

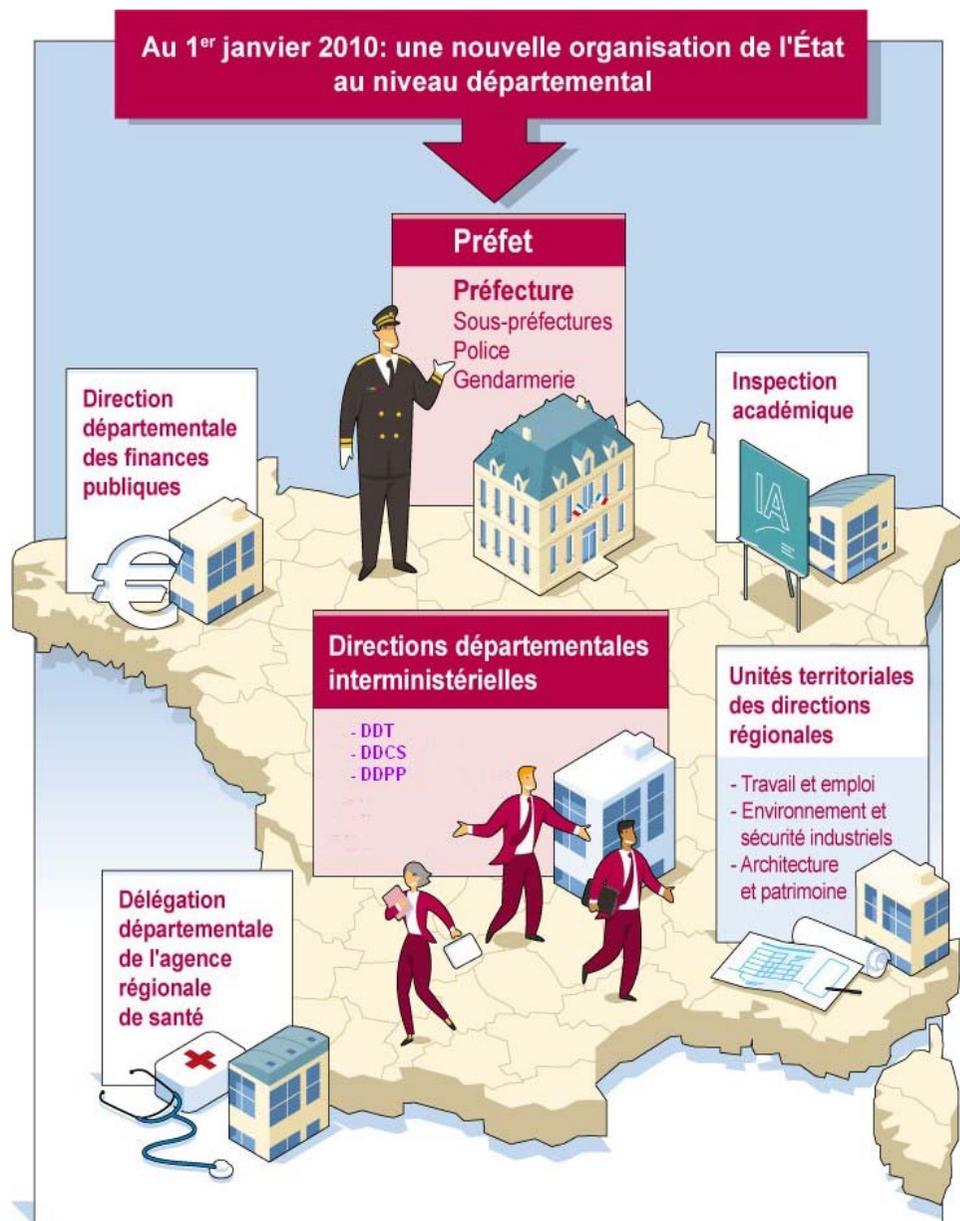
\* La direction départementale des finances publiques (fusion Trésorerie générale et DSF).

\* Les unités territoriales des directions régionales

- l'UT DIRECCTE : travail et emploi (ex DDTEFP),
- l'UT DREAL : environnement et sécurité industrielle (ex subdivision DRIRE),
- l'UT DRAC : culture (ex SDAP).

\* La délégation territoriale de l'ARS

missions incluant des fonctions sanitaires et médico-sociales des ex DDASS.



# L'ÉTAT SE MODERNISE

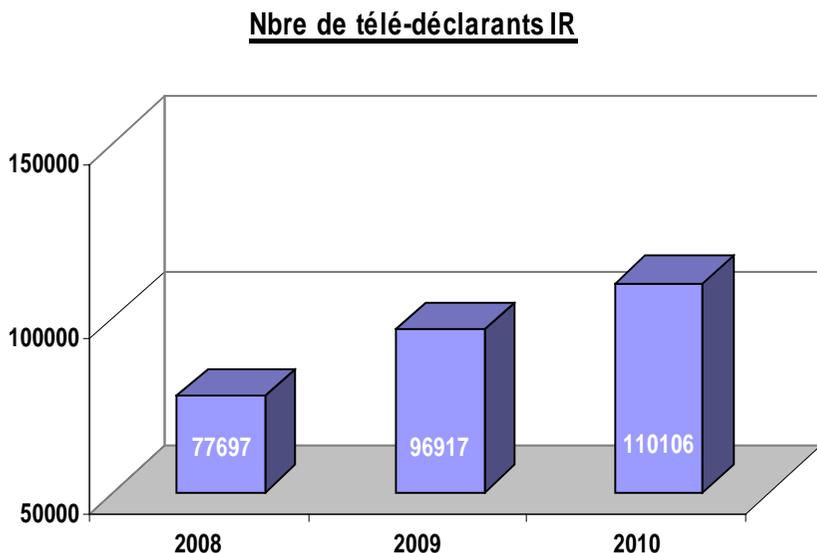
*L'amélioration du service rendu à l'utilisateur*

## La mise en place de l'interlocuteur fiscal unique

Un service des impôts des particuliers (SIP) est constitué dans les communes où existe déjà un centre des impôts et une trésorerie. Il s'agit d'un guichet fiscal unifié destiné à simplifier les démarches des particuliers. Quatre SIP étaient déjà en place en 2010 : à Cholet, Saumur, Segré et Baugé. Un accueil fiscal est assuré par les trésoreries de proximité où n'existe pas de SIP.

*+ de 25 %*

*Taux des particuliers ayant déclaré leurs revenus par Internet en 2010 et 54,58 %, taux des contribuables ayant payé l'ensemble de leurs impositions par voie dématérialisée.*



## L'information géographique pour le citoyen

*Fin 2010, 50 cartes étaient en ligne sur le site internet de la direction départementale des territoires (DDT). Elles permettent à tout un chacun de visualiser l'information sur un secteur donné et d'avoir de nombreuses données caractérisant le territoire.*



## TERRITORIAL

remplace le Système d'Information Territorial du Maine-et-Loire (SIT49).

TERRITORIAL, site régional mis en place depuis février 2011, est un outil collaboratif et interministériel qui a vocation à favoriser le travail entre les services de l'État, grâce à l'échange d'informations et à la dématérialisation des procédures. Il est accessible aux collectivités territoriales, entreprises et monde associatif.